

unef

COLLECTIF NATIONAL

11 - 12 Janvier 1986

-Saint Denis-

Rapport présenté par :

Patrice LECLERC,
Trésorier Administratif.

Cher-e Camarade,

Permettez moi tout d'abord de vous souhaiter une bonne année 1986. Une année pleine de succès, de succès pour vos études, de succès aussi dans votre travail de dirigeant et dans vos luttes.

Ce Collectif National est marqué avant tout par la grande diversité des situations que connaissent les AGE en ce début d'année. Certaines ont connu leurs élections universitaires, d'autres vont les faire dans les jours ou dans les 3 semaines à venir, pour d'autres encore ça n'est qu'une perspective lointaine ou improbable.

Cette diversité, pourtant, ne doit en aucun cas constituer un obstacle à une activité coordonnée de toute l'UNEF. Au contraire, nous sommes là pour prendre en toute connaissance de cause, les mesures nécessaires pour attaquer de plein pied, et partout, la nouvelle année 86.

Je dis bien en toute connaissance de cause et je propose, en 1ère partie, d'essayer d'éclairer les enjeux de la période à venir.

LA SITUATION DE L'UNIVERSITE EN 1986.

La situation des étudiants, celle de l'Université n'a guère changé depuis notre dernière rencontre nationale. Nous disions à ce moment là, fin Novembre, que la période confirmait largement ce qu'il s'était passé à la rentrée.

Ce qui change aujourd'hui, c'est que certains projets se mettent en place de façon définitive, c'est finalement que tout est prêt pour la rentrée prochaine.

Voyons donc de plus près à la lumière des faits. Les faits, c'est à dire, les décisions ministérielles notamment, s'accélèrent, prennent de l'ampleur. Pour être clair la Politique Universitaire n'hésite plus, elle fonce. Nous sommes confrontés à une redéfinition totale du système des formations supérieures.

La création des Magistères et la procédure d'habilitation des 3ème cycles ; le développement budgétaire des MST, MIAGE, IUT et autres filières techniques ou professionnelles ; la procédure d'habilitation des diplômes de second cycle et leur prochaine limitation d'accueil.

Tout cela, au bout du compte révèle bien le choix fait pour l'enseignement supérieur : celui d'en venir à une université hyper-spécialisée qui ne forme que les cadres nécessaires à certaines activités : celles jugées rentables.

Le choix budgétaire de donner priorité aux formations type MST, MIAGE et enseignements technologiques montre bien le souci de rattraper le retard dans ces types de formations.

Mais dans le même temps, les magistères, la restriction en nombre en en capacité d'accueil des DEA, la volonté de spécialiser et de réduire les capacités des seconds cycles montre encore mieux la volonté, partout, de développer les formations à effectifs restreints permettant d'ouvrir et de fermer les flux d'entrées au grè des choix de rentabilité qui sont faits.

Tout cela se fait sous le prétexte de la professionnalisation. Mais quelle professionnalisation ! Une professionnalisation qui n'est en fait que la réponse à des choix économiques immédiats. Elle est la négation même, parce qu'elle supprime la pluridisciplinarité, de ce que nous voulons.

Ainsi, au lieu de passer de l'U. parking à culture générale que nous dénoncions à une U. de masse offrant à tous la possibilité d'accéder à une profession, nous en sommes en 1986, à une U. qui ne formera qu'à certains métiers et qui, par là même, spéciaslise tout le pays.

Outre, le danger que cela représente pour l'avenir, dans l'immédiat, pour la grande majorité des étudiants, c'est l'impasse, la sous-qualification, l'avenir bouché. Ceux-là, continueront d'évoluer dans des formations aux budgets de misère, des formations délaissées desquelles on essaiera d'extraire les meilleurs.

Jamais l'enseignement supérieur n'aura ainsi été autant étroitement soumis aux priorités immédiates de l'Economie.

L'U. de 86 formera bien à un métier mais formera seulement une minorité d'étudiants. L'idée que nous avons fait grandir : "Etudier pour un métier" est ainsi dévoyée de façon cynique.

Nous avons donc deux pans qui apparaissent clairement dans l'enseignement supérieur :

-1 pan "professionnel" et spécialisé répondant aux besoins immédiats des entreprises,

-1 pan "général" où la sélection et la concurrence à outrance permettront de dégager une élite réduite.

Tout cela éclaire d'un jour nouveau certaines décisions prises ou d'autres en passe de l'être.

1) Le désengagement de l'Etat du régime étudiant de Sécurité Sociale, la volonté de libérer les droits d'inscription permettent à l'Etat de ne répondre qu'aux besoins des filières qu'il entend développer et de faire payer le reste à prix coûtant aux étudiants.

C'est de la sélection sociale à l'état brut, mais pourquoi en effet, l'Etat aiderait-il des étudiants dont il ne veut pas ?

7 En attendant, par les droits d'inscription, ces mêmes étudiants compenseront l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire, par la sécu, le privé peut prendre en charge les dépenses de santé.

2) Un décret va être pris concernant les Oeuvres Universitaires. Ce texte est dangereux car il entérine la mort du CNO et donc compromet et remet en cause l'aide sociale en tant que Service Public. Il développe l'autonomie de chaque CROUS, permet donc ainsi à chaque CROUS de juger de ses besoins et de décider de ses formes d'aides : c'est la fin de l'aide sociale comme devoir de l'Etat.

Enfin ce texte entérine une structure anti-démocratique puisque dans les C.A. sur 22 membres, 15 seront nommés par le Recteur qui garde sa voix prépondérante.

3) J'en viens enfin à la fameuse question des Numerus clausus en licence. Je voudrais d'abord être clair et dire fermement qu'aucun projet ou avant projet de décret n'est paru à ce sujet. Le Ministère est sur ce sujet, complètement muet à notre rencontre. "Ca sera long" "c'est un problème difficile" dit-il.

Il a cependant "concedé" de donner à l'Unef ID un texte donné à la Conférence des Présidents d'U., un texte où le MEN ne pose que les questions et les conséquences que soulèvent la décision de réduire l'accès de certains second cycle.

C'est tout et vraiment tout !! ce qui existe.

Dans le même temps, ne soyons pas tranquilles sur cette question.

D'abord parce que ce décret paraîtra, c'est la loi du 26 Janvier 84 qui l'impose dans son article 15.

Ensuite parce que le Ministère doit officialiser ce qu'il a accepté, en cette rentrée, dans de très nombreux seconds cycles : comme Biologie à Lyon et Grenoble. Cinéma à Paris 3. Arts plastiques et Musique à Aix. Electronique à Rennes. AES à Paris.

Il doit officialiser les choix qu'il fait en matière de formations.

Ce décret consistera sans aucun doute à définir les champs d'application de numerus clausus, à définir une série de critères permettant ensuite aux Universités d'établir leurs numerus clausus. La multiplicité et la variété des formes de numerus clausus constituent le meilleur moyen pour le Ministère de se doter d'autant de moyens pour ouvrir et fermer les vannes à l'entrée des licences au grè de ses choix.

Pour être simple et clair, avec ces trois mesures, le gouvernement remet en cause d'une manière jamais égalée le Droit d'étudier. Un droit élémentaire, un droit constitutionnel, est ainsi bafoué pour des centaines de milliers de jeunes.

Au delà de la compréhension claire de la Politique Universitaire c'est cela qu'il nous faut retenir et expliquer aux étudiants.

Nous proposons d'engager durablement une bataille de haut niveau pour défendre et préserver notre Droit aux études. Car une attaque d'une telle ampleur nécessite l'action déterminée de tous les concernés.

Cette Université qui se met en place, cette université élitiste qui ne favorise qu'une poignée d'étudiants bien formés au mépris de la grande masse des autres et du pays, cette université nécessite un climat étudiant propice à la fatalité.

Des étudiants amorphes, des étudiants qui ne réagissent plus, des étudiants plus préoccupés par griller la place au petit copain, que par la volonté de réussir tous ensemble, des étudiants accrochés à toutes les difficultés, des étudiants qui gobent tout sans broncher, voilà une condition nécessaire et incontournable pour la mise en place de cette université rétrograde et élitiste.

La réussite ou l'échec de ce projet néfaste pour l'Université et le pays, dépend de la force du syndicalisme universitaire, enseignants, personnels, ouvriers.

Nous le disions à l'Assemblée Nationale des Présidents d'AGE du mois de Novembre, la communauté universitaire connaît une période de valse hésitation depuis le retour en arrière du ministère sur un certain nombre de questions. Le statut unique du corps enseignant, l'espoir qu'il a suscité avec la nomination de Monsieur Alain SAVARY au Ministère de l'Education Nationale, puis son abandon pur et simple est un des exemples flagrants de l'illusion encore importante dans laquelle est plongée la communauté universitaire par rapport aux réformes en cours ou par rapport aux décrets d'application et aux moyens débloqués pour les réformes antérieures.

C'est donc un défi qui est lancé aux étudiants sur la capacité à réagir, sur la capacité de l'UNEF à les rassembler, à les faire agir et s'exprimer.

Il est clair que si le ministère n'a jamais fait de cadeau à l'UNEF, il a maintenant su déterminer quel syndicalisme il lui fallait pour pouvoir appliquer sa politique, quel syndicalisme démobilisateur il lui fallait encourager pour n'avoir réellement personne au travers de son chemin.

Les derniers mois ne font qu'encourager cette analyse. L'exemple le plus flagrant est celui de la limitation de l'accès en licence.

Cela fait maintenant deux ans que la loi de l'Enseignement Supérieur a été votée par le parlement, loi dont l'article 15 prévoit un décret fixant les formations de deuxième cycle à accès limités.

La formulation de cet article avait été une bataille menée par l'UNEF en 1983 notamment lors du rassemblement de Tolbiac, la veille du Congrès d'Orsay.

Et c'est deux ans après, quelques semaines avant les premières élections universitaires, que le ministère ressort l'application de la loi en essayant de trouver une formulation à ce décret, laissant le champ libre à l'Unef ID de mener les élections sur ce terrain en en faisant un référendum national et surtout en évacuant de leur contenu toutes les autres questions.

Il est quand même significatif que, reçus après la Conférence des Présidents d'Universités, le président et le secrétaire générale de l'UNEF, s'entendent dire par le secrétariat d'Etat que rien n'est prévu sur la limitation d'accès en second cycle, alors que peu de jours après, l'Unef ID pouvait diffuser dans toute la France le document interrogatif du Ministère. De plus les reports successifs de l'examen d'un décret sur cette question au CNESER au fil des semaines, permet à l'Unef ID de continuer cette bataille, qui ne reçoit d'ailleurs que peu d'échos, et j'en veux pour preuve les premiers résultats d'élections, que j'analyserai dans la suite du rapport, intervention uniforme qui permet de faire passer tout le reste à côté, sécu, suppression de DEA, réforme des oeuvres, droits d'inscription, statuts des UER, et j'en passe.

Le Bureau National n'a toujours rien reçu concernant ce décret, tout ce que nous avons comme document vient de ce qu'a publié l'Unef ID.

Rappelons-nous, l'an dernier, sur les circulaires JOXE et MASSOT, alors que nous menions la bataille dans les facs avec les organisations étudiantes étrangères, alors que nous étions en plein congrès et que nous avions préparé la manif du 3 Mai, l'Unef ID était reçue le 2 Mai à 8h 30 par Monsieur JOXE Ministre de l'Intérieur et une déclaration de leur bureau national datée du 2 Mai à 10h 30 était distribuée à midi dans les facs parisiennes. On peut quand même les féliciter de leur rapidité de convocation de leur Bureau National, de la prouesse de leurs machines et des transports parisiens pour la succession supersonique de ses étapes.

N'était ce pas le moyen de casser la manif du 3 Mai ?, et pourtant nous étions des milliers dans la rue.

Il n'y a bien qu'une force à l'Université qui s'oppose à la casse, dont l'intervention n'a pas besoin de magouilles dans les bureaux de la rue de Grenelle, c'est la force du seul syndicat qui fait agir, participer et s'exprimer les étudiants sans aucune considération que celle de la réussite de nos études, c'est l'Union Nationale des Etudiants de France.

Et les réponses aux attaques, aux mauvais coups qui sont portés contre la réussite de nos études, nécessitent une intervention accrue et un développement du syndicalisme à l'Université.

LA FORCE DU SYNDICALISME.

Renforcer notre syndicalisme, c'est bien la question de fond à laquelle

on doit s'attacher et ce doit être la bataille dans la période à venir car c'est la seule réponse globale et d'ampleur à la remise en cause du droit aux Etudes.

La force du syndicalisme, c'est

- .sa permanence et sa diversité,
- .la hauteur de ses analyses et de son discours,
- .sa capacité à faire agir et à rassembler.

C'est en développant massivement ces trois aspects qu'on engagera la bataille du droit aux études.

Des étudiants conscients, cela nécessite un gros effort d'informations et de discussion. Faisons discuter les étudiants, permettons à tous de partager notre analyse, ne le laissons pas à quelques initiés. Les copains de Nanterre et de Villetaneuse, ne diront pas le contraire, avec leur questionnaire sur les conditions d'études ils rencontrent des centaines d'étudiants qui attendent, qui attendent que quelqu'un vienne les voir. Discutons des textes qui sont en notre possession mais surtout discutons réellement de ce que vivent les étudiants.

Des bourses refusées pour redoublement, des étudiants en Arts Plastiques à St Etienne qui sont obligés de travailler seuls chez eux parce qu'il n'y a plus de place à la fac pour installer les ateliers, des universités qui font le choix de créer des Magistères pour figurer en tête du classement et avoir plus de moyens, les bibliothèques à Jussieu qui n'actualisent pas leur stock, les droits d'inscription qui augmentent : est-ce la fatalité, est-ce un choix du méchant prof, du Président d'Université taré, d'un Ministre qui ne tient pas ses engagements ou est-ce la faute du pétrole et du dollar ou est-ce finalement un choix ?

Faisons discuter de tout cela !

Un T.D. qui prend l'habitude de discuter de ce qui ne va pas, qui a son délégué, n'est-ce pas cela le syndicalisme ? Des étudiants voués au mutisme, c'est ce que cherchent à atteindre tous ceux qui agissent pour l'Université d'élite au service des besoins immédiats du patronat. Des étudiants qui réfléchissent et discutent, c'est des étudiants auprès desquels il est plus facile de faire grandir l'idée d'agir et de gagner.

1982-1983 : le gouvernement engage un processus de réforme de l'Université, enseignement supérieur, fac de médecine.

Des forces à l'Université interviennent autour de ce thème.

La droite et l'extrême droite pour qui cette réforme est l'abandon de l'Université aux forces marxistes. L'UID qui se bat sur des pseudo-textes d'orientation.

L'UNEF, qui loin d'attendre qu'un texte de loi soit ficelé pour intervenir, fait s'exprimer les étudiants sur ce qu'ils vivent, sur ce qu'ils pensent de leurs conditions de vie et d'études, et à partir de là sur ce qu'il faut changer à la fac. Ce sont des milliers d'étudiants qui discutent et, pas dans le vide.

L'expérience a montré cependant que la discussion pour d'autres solutions n'est pas innée, ni aisée et que c'est là où les AGE ont pris à pleine main le parti de discuter avec le maximum d'étudiants que nous avons le plus avancé.

Rappelez-vous, les plus anciens, au retour du congrès d'Orsay le nombre de débats en pleine période de révision où nous avons rempli des amplis autour de parlementaires, pour discuter de l'université et donc de ce qu'il fallait changer dans la loi.

Et c'est comme cela que nous avons pu gagner des améliorations considérables, même si parallèlement l'action n'a pas été à la hauteur pour gagner plus de garanties notamment sur la question des moyens.

Aujourd'hui, ne répétons pas les mêmes erreurs et les mêmes insuffisances, sur les sujets d'actualités. Il s'agit de développer l'intervention des étudiants et leur intervention active pour gagner sur la sécu, les frais d'inscription, la

limitation supplémentaire d'accès en licence, la suppression de diplômes, la disparition à plus ou moins long terme des oeuvres universitaires comme service public.

La Sécurité Sociale : pourquoi n'avons nous pas encore lancé la bataille de la carte pétition partout ?

Là où nous l'avons commencée nous n'avons plus de cartes, à Jussieu les étudiants signent à 4 ou 5 en nous disant qu'il faut économiser les cartes pour qu'il y en ait pour tout le monde. A Paris 13, les copains viennent en rechercher au local parce que dans l'Amphi tout le monde en veut. La remise en cause du financement par l'Etat de notre régime de Sécurité Sociale est une grave atteinte au droit d'étude parce qu'elle attaque ce droit par le droit à la santé.

Notre campagne "la Santé : un droit, non un privilège" doit progresser très rapidement dans les jours qui viennent. Un défi nous a été lancé par le Gouvernement ! Relevons ce défi en gagnant le maintien de la participation de l'Etat. Le budget est définitivement voté mais rien n'est encore réglé. Une rallonge budgétaire c'est tout à fait possible, cela dépend de l'intensité que nous mettons à faire signer cette carte pétition.

Nous ne disons pas que c'est l'action de l'année !

Absolument pas ; Mais n'est-ce pas de la responsabilité d'un syndicat de faire agir les étudiants pour le maintien de leur protection sociale.

De plus, autour de cette carte pétition, nous proposons qu'une partie de la collecte faite sur les timbres soit utilisée pour des communiqués dans les journaux nationaux (Le Monde, l'Huma, Le Matin, Libération).

Personne ne sait ce qu'est en train de faire le Ministère de l'Education Nationale aux étudiants, faisons le savoir !

Faisons prendre position aux sections locales de la MNEF.

Droits d'Inscription : Avec la libération des droits d'inscription telle qu'elle est prévue, c'est 2 000 à 3 000 Francs que nous allons payer à la rentrée prochaine. Faisons voter dans tous les conseils une motion condamnant l'augmentation des droits d'inscription. Les enseignants, les personnels doivent nous soutenir dans notre campagne du droit aux études, faisons les voter dans tous les conseils.

Pour rendre publique cette motion, sans tomber dans la facilité bureaucratique des conseils, faisons adopter ces motions, avant de les faire voter, dans les amphis.

Numerus Clausus : Notre bataille du droit aux études englobe bien entendu le libre accès en licence. Sur ce terrain que nous faut-il ?

Gagner du Ministère des moyens supplémentaires, c'est notre intervention sur le budget.

Gagner des Universités qu'elles ne réclament pas de numerus clausus.

A propos de ce fameux décret. Il est prévu dans la loi qu'il y ait un décret, par conséquent décret il y aura. La question est de savoir quel décret !

Battons-nous dans chaque fac pour que votre Université ne soit pas dans la liste des Universités habilitées à limiter leur capacité d'accueil en second cycles.

Nos candidats doivent avoir dans leur programme la garantie de se battre et d'intervenir contre toute tentation de limitation d'accès. C'est ce que nous avons fait à Toulouse, Créteil, Tolbiac, c'est ce pour quoi se battent aussi les AGE de Rennes, Lyon, ... St Etienne se bat pour créer des seconds cycles car il en manque dans son Université.

Là aussi, soyons clairs, agissons surtout, en ciblant là où il faut intervenir.

Permettre aux étudiants de s'exprimer et d'agir, c'est important mais n'oublions pas de les faire s'organiser. Nous entrons dans une période de partiels et c'est un des moments privilégiés pour nos associations. C'est à l'approche des premières échéances que les étudiants se rendent le mieux compte que pour beaucoup leur droit aux études est bafoué.

C'est le moment d'intensifier notre présence dans les lieux où il y a des étudiants. L'entraide doit se développer à cette période de l'année. Polys, Annales, groupe de révisions, copieurs pour les cours manqués, ceci est crucial pour beaucoup d'étudiants. Même si cela peut paraître paradoxal, notre activité d'entraide en plus développée cette année précédente, il n'en demeure pas moins que faire agir et intervenir les étudiants sur la Sécu, les Numerus Clausus et autres sans leur permettre de s'organiser et réussir leurs partiels, c'est une partie de l'efficacité et de la crédibilité de nos associations qui diminue.

Vous le voyez, la définition sommaire de la force du syndicalisme que je donnais tout à l'heure à savoir

- permanence et diversité,
- hauteur du discours,
- capacité à rassembler ;

cette définition, c'est bien ce qu'il nous faut dans la période.

Nous avons tous les éléments en main, toutes les données, nous avons l'organisation qu'il nous faut, allons-y, soyons à la hauteur.

Le droit aux études, c'est une bataille qui a le mérite de mettre en pratique la globalité de la situation à l'université, de ne pas être en décalage que c'est de cela qu'il s'agit.

La force du syndicalisme, ce n'est pas une donnée de l'INSEE, elle n'a rien à voir avec l'inflation, c'est de nous et uniquement de nous qu'elle dépend.

Notre force, celle des étudiants, c'est de notre détermination qu'elle dépend, de notre détermination à relever ce défi qui nous est lancé, de notre détermination à faire agir, s'exprimer et s'organiser pour vivre, étudier, décider, les centaines de milliers d'étudiants de notre pays.

ELECTIONS.

Les élections sont un moment et un moyen privilégiés pour commencer en grand notre bataille, pour que les étudiants avec leur syndicat : l'UNEF, montrent leur détermination à défendre leur droit aux études.

En effet, pendant la campagne électorale, le jour même des élections, c'est avec des milliers d'étudiants de chaque université que nous allons discuter, débattre des attaques qui nous sont portées, de la logique de la politique menée par le Ministère de l'Education Nationale. C'est le moment pendant lequel avec chaque étudiant, un par un, nous lançons en grand le débat sur le fond, sur nos formations, notre droit aux études.

A partir de là, les élections ne sont en aucune façon une fin, un but ou en quelque sorte l'apogée de l'activité de l'UNEF, mais au contraire, un moyen pour aller plus loin dans l'action des étudiants, en débattant avec tous les étudiants d'une fac, en les contactant un par un, pour, à partir de chaque question qu'ils se posent, chaque problème qu'ils rencontrent, faire la démonstration que cela correspond à une logique de la politique universitaire, qu'il est

possible de s'y opposer et de faire d'autres propositions pour l'université.

Les élections constituent donc en partie, une réponse aux défis qui nous sont posés :

Les étudiants et leur organisation syndicale, vont-ils rester passifs face à de telle remise en cause de leur droit aux études ?

Dans le même temps, aujourd'hui, il ne suffit pas de gagner les élections comme nous l'avons fait à Toulouse, Créteil et St Denis, si celles-ci ne se traduisent pas par une hausse de la participation étudiante tant au scrutin que dans l'action.

En effet, il ne nous suffit pas de gagner les élections pour avoir gagné. Il nous faut gagner les élections car cela représente plus de moyens pour gagner sur nos revendications...

Il nous faut gagner une plus forte participation des étudiants au scrutin, car cela démontrera la détermination des étudiants pour défendre leur droit aux études, pour s'occuper de tout ce qui concerne l'Université et leurs conditions de vie et d'études.

Et enfin, il nous faut gagner une plus forte intervention des étudiants pour l'action sur tous les problèmes, parce que le travail de nos élus n'en sera que plus efficace, parce que gagner sur nos revendications ne pourra passer que par l'action des étudiants.

Nous sommes les seuls à adopter cette démarche : privilégier le débat, la participation et l'action de tous les étudiants pour ne rien laisser passer.

En effet, vous pouvez le constater, toutes les autres organisations ne cherchent à soutirer des étudiants que des voix pour en dresser un bilan comptable.

Seule l'UNEF fait participer et agir les étudiants. Depuis le début de l'année ce sont des milliers d'étudiants qui se sont battus avec nous sur des questions différentes. Je vous renvoie à l'écho des fac de l'Unef Inform. Aucune autre organisation étudiante ne peut revendiquer un tel bilan et surtout pas l'Unef ID qui, même dans ses "fiefs" -et je mets des guillemets à fiefs- ne permet pas l'action des étudiants sur leurs problèmes, les rassemble pour agir. Voyez des facs comme Nanterre, Jussieu ou Tolbiac, jamais des étudiants ne sont intervenus, n'ont gagné avec eux ; au contraire tout est fait pour empêcher le débat de fond, canaliser leur mécontentement.

Aucune autre organisation que l'UNEF n'a permis aux étudiants de se rassembler, de manifester, de gagner sur leurs revendications.

C'est l'UNEF qui par sa détermination a permis aux étudiants de Rouen et de Bordeaux de gagner des tarifs réduits, de nouvelles lignes et une plus grande fréquence pour les Bus desservant les campus.

C'est l'UNEF, qui a permis aux étudiants d'agir à Marseille pour gagner le rétablissement du "rab" au Resto U. et la suppression des suppléments aux repas.

-C'est vers l'UNEF que se sont tournés les étudiants de droit d'Orléans pour agir contre les saccages aux examens.

-C'est l'UNEF qui est restée la seule organisation à Rennes pour proposer aux étudiants d'agir pour gagner plus de moyens pour leur Université et gagner la construction de nouveaux locaux, 5 postes de profs et 3 postes de personnel ATOS.

-C'est l'UNEF qui à Tolbiac a gagné la création d'une maîtrise d'AES en agissant avec les étudiants.

J'arrête là les exemples, beaucoup d'autres pourront être donnés dans la discussion.

Ils démontrent tout simplement qu'il est possible de gagner sur nos revendications et que tout mettre en oeuvre pour gagner les élections passe par le débat et l'action avec les étudiants, gagner les élections c'est donner plus de moyens au syndicat et aux étudiants pour agir sur nos revendications.

En Décembre, plusieurs universités ont voté, voyons où nous en sommes, quels bilan et analyse nous pouvons en tirer pour les élections à venir.

Avant toute chose, précisons que nous ne pouvons comparer ces élections qu'aux élections d'UER d'il y a 2 ou 3 ans, avec toutes les difficultés de comparaisons qu'il peut y avoir. Ces élections ne peuvent pas refléter totalement l'implantation d'une organisation dans une fac par le fait qu'il est plus facile de déposer sur une Université que de déposer les listes par UER. Par exemple, la droite peut aussi avec l'UNI et le CELF déposer partout, de même pour les associations indépendantes ou l'Unef ID.

5 facs ont voté en Décembre, Paris X - Paris I - P12 et Toulouse 3 et PVIII. Les élections universitaires de Décembre confirment la tendance qu'ont les étudiants à voter sur du concret, sur ce qu'ils connaissent et voient, sur la globalité de ce que dit et fait une orga.

A Paris, on a convaincu en se plaçant sur tous les terrains, sur toutes les questions, en provoquant un phénomène de refus, de non acceptation des attaques qui sont portées à nos études.

"L'orga qui gagne, c'est l'orga qui tranche dans le climat de la fac : à P12 St Maur c'est nous, à Nanterre c'est l'Unef ID."

Trancher : c'est avoir un haut niveau d'expression, c'est une activité variée et riche.

Au regard des résultats la bataille de l'Unef ID sur le Referendum National contre les concours et licence ne paye pas auprès des étudiants mais bien plus contre nous. En effet, à Toulouse et St Denis, ils ont ainsi empêché nos deux AGE de mener leur bataille sans pour autant progresser en voix. Cela se traduit par un résultat stable de l'UNEF à Paris VIII alors que l'Unef ID en perd. A Toulouse 3, l'AGET n'a pas eu une activité suffisamment ancrée dans les amphis, la participation a baissé on détriment de l'AGET alors que l'Unef ID ne progresse que très légèrement + 80 voix.

A Créteil St Maur par contre, c'est notre activité régulière, au quotidien sur toutes les questions allant de l'entraide, les polys, la coop, à l'action revendicative qui faisait de nos candidats et de l'AGE une valeur sûre et connu, c'est ce qui a tranché, nous permettant ainsi de gagner beaucoup de voix, une bonne participation et de loin ainsi la première organisation alors qu'à Nanterre, c'est à l'UID que l'activité régulière et globale a profité aussi par une hausse de la participation.

A Paris I, les rapports restent les mêmes ou d'un côté l'Unef ID qui n'a pas progressé car par ses services était peu sur le terrain, et notre AGE qui n'a fait que se structurer cette année mais dont les élections ont constitué un tremplin pour l'activité.

Au total sur les 5 facs qui ont voté nous en gagnons une : Créteil alors que l'Unef ID n'en gagne aucune.

Au regard de ces résultats quelles conclusions en tirer pour ces élections à venir, comment allons-nous aborder les élections de Janvier.

Tout d'abord, il s'agit pour nous de permettre l'expression de tous les étudiants, dans leur diversité. Cela veut dire qu'il faut que nous déposions partout, dans toutes les facs mais aussi que nous constituions des listes avec des étudiants de toutes les UER de chaque fac. C'est ainsi le plus sûr moyen pour intervenir partout, améliorer l'implantation du syndicat sur toute la fac, permettre l'intervention de tous les étudiants sur toutes les questions.

Il nous faut aussi déployer toute notre activité pendant la campagne : despolys, la coop, en passant par le tract, la pétition sur la sécu, aux interventions en amphi, tout doit nous permettre de développer notre présence au quotidien, d'ancrer le syndicat dans la vie quotidienne des étudiants.

Nous l'avons vu, les résultats des premières élections le montrent, c'est l'orga qui tranchera qui gagnera les élections. C'est à dire que les étudiants votent sur du concret, pour ceux qui leurs paraissent les plus aptes à les défendre.

Cela passe par informer, être utile, par l'action sur l'ensemble des questions, locales et nationales, que ce soit sur la question des examens et c'est la période, que sur la Sécurité Sociale par exemple.

Nous devons poser publiquement les problèmes de fonds pendant la campagne, expliquer clairement et débattre au sens où va l'Université en s'attachant à mettre la détermination nécessaire pour combattre les attaques qui nous sont portées.

Nos candidats ont un rôle primordial dans ce sens.

Il nous faut des candidats dans chaque UER qui animent la campagne électorale, l'action de l'UNEF. Ils doivent se faire connaître, intervenir au quotidien pour expliquer, débattre et proposer des solutions nouvelles. C'est eux qu'il nous faut mettre en avant, présenter partout, c'est avec eux qu'il nous faut organiser la campagne.

Nos candidats doivent se présenter avec un programme clair, s'engager et agir sur les bases de ce programme pendant la campagne électorale.

Les candidats Solidarité Etudiante :

Ce sont des candidats et des élus pour nous défendre !

Ils se battront avec les étudiants sur toutes les questions. Ils défendront notre droit aux études en empêchant :

- la libération et la hausse des droits d'Inscription,
- la hausse de la cotisation de Sécu.

En intervenant :

- pour le libre accès à toutes les licences de la fac et en s'opposant à toute forme de numerus clausus.

Dès les premiers conseils, ils feront coter des motions sur ces questions, feront prendre position toutes les instances universitaires.

Ce sont des candidats et des élus pour réussir.

Ils se battront contre l'abandon en intervenant tout de suite sur les examens, en faisant des propositions sur l'accueil et l'orientation, sur l'aide sociale et la vie à la fac.

Ils se battront contre la déqualification en faisant des propositions sur les contenus pédagogiques des cours, pour améliorer ou changer nos enseignements.

Ce sont des élus qui continueront la bataille engagée par l'UNEF sur la réforme en permettant une plus grande ouverture de nos formations sur l'extérieur en exigeant plus de moyens pour nos formations.

Ce sont enfin des candidats et des élus qui se battront pour changer l'université tout d'abord en s'opposant à l'instauration de l'université d'élite, en faisant des propositions nouvelles pour former mieux et plus d'étudiants. Pour que les étudiants participent pleinement à la vie de l'Université, pour que leurs propositions, leurs avis compte, en exigeant un fonctionnement plus démocratique des Universités.